

# La nouvelle réalité proche-orientale

David Bensoussan

*L'auteur est professeur de sciences à l'Université du Québec*

## **Survol historique**

Du temps du président Nasser, le nationalisme arabe semblait annoncer une grande puissance ascendante. À cette époque, Israël, l'Iran, la Turquie et l'Éthiopie étaient alliés pour y faire contrepoids. Or, l'unité arabe se disloqua en raison des divisions entre monarchies conservatrices et régimes républicains. Nasser eut l'ambition de contrôler le pétrole saoudien et se lança dans une aventure militaire stérile au Yémen.

La République arabe unie fusionna trois états en 1958 : l'Égypte, l'Irak et la Syrie. L'Irak puis la Syrie s'en séparèrent. Durant la guerre des Sables qui opposa des forces marocaines et algériennes en 1963, Nasser dépêcha des conseillers militaires en Algérie.

L'Irak et la Syrie adoptèrent une doctrine nationaliste panarabe du Baath qui prônait un socialisme laïque. Dans les faits, les régimes baaths syrien et irakien furent des ennemis jurés. La Syrie prit position pour l'Iran durant la guerre d'Iran-Irak de 1980 et participa à la coalition réunie pour libérer le Koweït envahi par le président irakien Saddam Hussein.

La Libye cessa d'être gouvernée par la monarchie en 1969 et le colonel Kadhafi qui y mit fin imagina de multiples unions étatiques avec des pays arabes avec lesquels il se brouilla très vite.

Les monarchies arabes conservèrent une stabilité relative au fil des ans.

Néanmoins, les pays arabes étaient théoriquement unis dans la lutte contre Israël. Le slogan prônant l'élimination d'Israël de la carte fut rendu vétuste par la guerre des Six Jours. Après la guerre de Kippour, un accord de paix fut signé avec l'Égypte puis la Jordanie.

La Syrie continua ses harangues irrédentistes. Bien que la frontière israélo-syrienne ait été la plus calme de toutes les frontières d'Israël, la Syrie chercha à déstabiliser le Liban qui sombra dans la guerre civile, laissant les milices palestiniennes puis celles du Hezbollah déstabiliser la frontière libano-israélienne, ce qui donna lieu à plusieurs conflits armés.

Le président Georges H. W. Bush déclara que l'Iran faisait partie de l'axe du mal, mais occupa l'Irak. Il y mit fin au régime sunnite, facilitant ainsi la montée de l'influence iranienne.

Enfin et après le Printemps arabe, la désillusion succéda aux espoirs de l'avènement d'un virage démocratique.

### **La nouvelle réalité**

En ces temps-ci, les pays arabes sunnites se sentent doublement menacés.

L'Iran a accru son influence en Irak, soutient la dictature syrienne entretenant ainsi une tuerie sauvage accompagnée de déplacements de population. En surarmant le Hezbollah libanais et les Houthis du Yémen, l'Iran encercle les pays sunnites qui se sont rapprochés d'Israël militairement et diplomatiquement.

La Turquie affiche des ambitions ottomanes, lutte contre les Kurdes en Syrie et en Irak, soutient les sunnites du Liban, envoie des troupes et des mercenaires en Libye et cherche à faire sa marque dans la Corne de l'Afrique. Son soutien aux Frères musulmans honnis par l'Égypte et les monarchies du Golfe est une autre raison pour ces pays de s'allier à Israël. Par ailleurs, la compétition des harangues anti-israéliennes de l'Iran et de la Turquie pousse Israël à consolider cette alliance naissante.

Non pas que la Turquie et l'Iran soient des alliées, bien au contraire. Leurs intérêts divergent. Lorsque le président Erdogan visita l'Azerbaïdjan, il récita un poème déplorant la division de ce pays. Ce message n'est certainement pas passé inaperçu en Iran où résident la majorité des Azéris.

### **De Brenner à Blinken**

Les grandes puissances continuent leur lutte d'influence. La volonté de retrait américain progressif a permis à la Russie d'établir des bases militaires en Syrie et de prendre parti pour le gouvernement de Benghazi plutôt que celui de Tripoli en Libye. Une harmonisation du coût du pétrole est négociée entre la Russie et l'Arabie saoudite. Pour l'instant, la Chine se contente de renforcer son pouvoir économique dans la région.

Les États-Unis du président Biden semblent vouloir faire table rase de la politique du président Trump en favorisant les positions idéologiques par rapport au pragmatisme. Il est utile de se rappeler que lorsque Paul Bremer fut chargé de la reconstruction de l'Irak après l'invasion anglo-américaine de 2003, son premier acte fut d'interdire le parti Baath et de démobiliser l'armée irakienne. Bien que son intention fût d'instaurer la démocratie en Irak, ses décrets eurent un double effet : celui de voir les Chiites irakiens persécutés sous Saddam Hussein dominer les Sunnites et par ailleurs, de pousser les militaires sunnites frustrés à s'allier à un État islamique qu'ils ne sympathisaient guère, plongeant ainsi tant l'Irak que la Syrie dans le chaos.

Les bonnes intentions semblent animer le nouveau secrétaire d'État américain Blinken qui veut mettre en avant les droits de la personne. En visant - fut-ce indirectement - l'héritier saoudien Mohammed Ben Salman pour l'assassinat du journaliste Khashoggi et en faisant du vieux roi Salman (90 ans) l'interlocuteur direct du président Biden, il crée une animosité lourde de conséquences. Entre autres répercussions, Biden discrédite Mohammed Ben Salman qui est un des architectes des accords d'Abraham.

Khashoggi fut un journaliste qui critiquait dans ses colonnes le régime saoudien. Il était employé par l'une des nombreuses fondations qataries opérant aux États-Unis et avait en son temps fait l'eulogie de Bin Laden. Du point de vue de l'Arabie, les gestes d'apaisement du président Biden envers l'Iran et la cessation du soutien à la guerre contre les Houthis du Yémen risque d'offrir à l'Iran la possibilité de pouvoir contrôler le détroit de Bab-El Mandeb sur la Mer Rouge. Pis encore, la nouvelle administration américaine poursuivrait la politique de complaisance d'Obama envers les Frères musulmans et l'acceptation d'un Iran nucléarisé à moyen terme.

Déjà les pays du Conseil de coopération du Golfe et le secrétaire général de l'Organisation de la coopération islamique regroupant 57 états ont critiqué l'attitude américaine. Henry Kissinger a dit un jour que « les États-Unis doivent travailler pour cultiver une entente commune avec un pays [l'Arabie saoudite] qui est devenu le pivot convoité à la fois par les sunnites radicaux et les chiïtes, un pays dont la qualité des relations seront essentielles pour le développement régional. »

En outre, il a récemment déclaré à propos de l'Iran : « Nous ne devons pas nous leurrer. Je ne crois pas que l'esprit [de l'accord avec l'Iran], avec une limite de temps et autant de clauses d'échappatoire, fera autre chose qu'introduire des armes nucléaires dans tout le Moyen-Orient et donc créer une situation de tension latente qui tôt ou tard va éclater. » Aussi, relancer la politique naïve du président Obama par rapport à l'Iran pourrait avoir des répercussions graves.

À ce stade-ci, les positions américaines qui veulent refaire le Moyen-Orient ne semblent pas consolider une stabilité si tant nécessaire.

### **Nouvelles perspectives**

Or, une nouvelle dynamique se met en place au Proche-Orient.

Le dégel qui est intervenu entre les Émirats arabes unis, le Bahreïn, le Soudan et le Maroc annonce de nouvelles collaborations qui peuvent être des plus fructueuses. Plus particulièrement, le rapprochement entre Israël et le Maroc pourrait être salutaire pour l'ensemble de la région, et ce, pour plusieurs raisons que nous présenterons au prochain billet.